



Les exploitations laitières du nord de l'UE : divergence des modèles

Vincent Chatellier, Christophe Perrot

► To cite this version:

Vincent Chatellier, Christophe Perrot. Les exploitations laitières du nord de l'UE : divergence des modèles. INRA sciences sociales, 2007, 2-3, pp.1-4. hal-02660410

HAL Id: hal-02660410

<https://hal.inrae.fr/hal-02660410>

Submitted on 30 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les exploitations laitières du nord de l'UE : divergence des modèles

Pour évaluer les conséquences des modifications des instruments de soutien il est important de bien connaître la diversité des modèles de production et d'apprécier leurs forces et faiblesses. C'est l'objet de cette analyse qui se focalise sur six bassins de production localisés au nord de l'Union européenne et qui s'appuie, d'une part, sur un traitement des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) et, d'autre part, sur des enquêtes auprès d'experts et d'éleveurs. Dotées d'une plus faible productivité du travail que leurs concurrentes du nord, les exploitations laitières françaises sont avantagées par un faible coût d'acquisition des moyens de production (quota et foncier) et par des systèmes alimentaires performants. Si elles sont actuellement pénalisées par des frais de mécanisation élevés et des investissements soutenus, elles pourraient devenir économiquement plus performantes à moyen terme grâce au remboursement progressif des emprunts et aux futurs gains de productivité.

Introduction

Les exploitations laitières de chaque Etat membre sont protégées de la concurrence intra-communautaire par le fait que les quotas laitiers sont déterminés par pays. Dans l'hypothèse (parfois évoquée par la Commissaire à l'agriculture) où le régime des quotas laitiers serait supprimé à l'horizon de 2015, la question de la compétitivité relative des exploitations laitières européennes se poserait dans de nouveaux termes. Dans ce contexte, l'objet de cette communication est d'apporter des éléments d'analyse autour des principales questions suivantes : quels sont les différentiels de productivité du travail entre les exploitations laitières du nord de l'Union européenne (UE) ? Quel est le coût de production du lait et le niveau de valorisation des produits ? En quoi les différences de productivité du travail se traduisent-elles dans sa rémunération ?¹

Outils et méthode

Les informations chiffrées présentées ici proviennent d'un traitement des données individuelles du RICA. Cette enquête, réalisée chaque année depuis plus de trente ans dans tous les Etats membres de l'UE, donne des informations détaillées sur la structure, les résultats économiques et la situation financière des exploitations agricoles « professionnelles » (dans le secteur laitier, les unités non professionnelles réalisent moins de 1 % de la production laitière globale). Le RICA est un outil statistique construit pour être représentatif de la diversité des exploitations en fonction des régions, des orientations de production et des classes de taille. Il a pour principal atout de faire référence à des variables dont la définition est, dans la mesure du possible, homogénéisée entre les Etats membres. Pour

autant, force est de constater que certains indicateurs économiques (dont le résultat courant avant impôt -RCAI- et financiers (dont le montant des immobilisations) sont parfois peu comparables d'un pays à l'autre. Cela tient au mode de calcul des amortissements (pour un bien identique, la durée diffère parfois), à l'évaluation de la valeur des éléments de l'actif (foncier, quotas, etc.) ou encore aux stratégies d'investissement ou de financement induites par les politiques fiscales propres à chaque Etat.

En complément d'autres analyses plus globales menées à l'échelle de l'UE, six bassins/pays sont considérés dans ce travail : l'ouest de la France (FR-O : Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire) ; le nord de la France (FR-N : Haute-Normandie, Ile-de-France, Nord-Pas-De-Calais, Picardie) ; l'ouest de l'Angleterre (RU-SO) ; le nord de l'Allemagne (AL-N : Basse-Saxe, Hambourg, Schleswig-Holstein) ; les Pays-Bas (PB) ; le Danemark (DAN). Ces six bassins assurent 38 % de la production laitière (en volume) de l'UE à 15 et regroupent 27 % des exploitations laitières.

Tous localisés au nord de l'UE, ces bassins, exportateurs pour la plupart (exception du Royaume-Uni), présentent des caractéristiques souvent communes (climat, potentiel agronomique, mode d'alimentation), surtout en comparaison de ceux du sud ou des zones montagneuses. Les éleveurs de ces bassins ont également en commun le fait de rechercher à augmenter leur productivité du travail. Néanmoins, ces bassins recouvrent une forte diversité d'exploitations. Les politiques agricoles appliquées divergent, notamment en ce qui concerne la gestion des quotas.

Dans ce travail, les exploitations sont considérées comme « laitières » dès lors qu'elles ont plus de cinq vaches laitières. Le RICA (UE à 15) regroupe

¹ Etude réalisée par l'Institut de l'élevage et l'INRA SAE2 de Nantes, avec le soutien financier du CNIEL et de l'Office de l'élevage. Les auteurs tiennent à remercier le bureau RICA de la Commission européenne pour l'autorisation d'accès aux données individuelles.

Tableau 1 - Caractéristiques structurelles et productivité du travail dans les exploitations laitières spécialisées (2003)

	RU-SO	DAN	PB	AL-N	FR-N	FR-O	UE-15
Nombre d'exploitations (extrapolé)	10 300	6 390	20 850	14 640	4 460	30 600	296 620
Unité de travail agricole (UTA)	2,24	1,86	1,69	1,85	1,73	1,75	1,83
UTA salariées / UTA totales	33 %	34 %	9 %	16 %	9 %	5 %	14 %
Superficie agricole utile (SAU en ha)	86	90	46	70	72	64	54
Surfaces fourragères / SAU (%)	87 %	67 %	94 %	84 %	62 %	75 %	79 %
Maïs fourrage / SFP (%)	7 %	25 %	17 %	23 %	34 %	30 %	15 %
UGB herbivores	153	135	104	115	88	73	80
UGB herbivores / ha de SFP	2,0	2,2	2,4	2,0	2,0	1,5	1,9
Production laitière (kg par an)	729 500	649 200	544 500	428 600	304 700	264 800	328 500
Production laitière par vache laitière (kg)	7 100	7 700	7 400	7 100	6 600	6 400	6 600
Production laitière par ha de SAU (kg)	8 500	7 200	11 800	6 100	4 300	4 200	6 100
Produit lait / Production agricole, hors aides directes	79 %	83 %	84 %	76 %	69 %	74 %	77 %
Production laitière par UTA (kg)	325 600	349 000	322 200	231 700	176 100	151 300	179 500
Production + aides directes / UTA (€)	114 400	154 100	129 100	95 000	91 700	72 600	81 200
Valeur ajoutée brute / UTA (€)	36 400	49 400	53 600	22 300	22 300	21 000	25 600
Marge brute standard / UTA (UDE)	54	73	77	54	47	37	40

Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes et Institut de l'Elevage

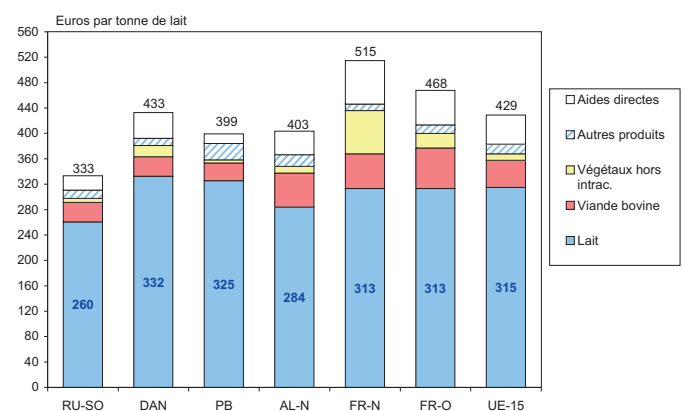
un échantillon (2003) de 13 586 exploitations de ce type, représentatives après extrapolation d'un univers de 463 900 unités. L'analyse porte ici plus spécifiquement sur les 296 600 exploitations laitières dites « spécialisées », c'est-à-dire celles pour lesquelles la production laitière en valeur représente plus de 60 % des recettes totales de l'exploitation (hors achats d'animaux et aides directes). Les unités diversifiées réalisent un quart de la production laitière communautaire. Peu fréquentes aux Pays-Bas, au Danemark et dans l'ouest de l'Angleterre (moins de 20 % de l'effectif), elles jouent un rôle important dans l'ouest (32 %) et plus encore le nord de la France (66 %). Contrairement à ce que l'on constate dans les autres bassins, les exploitations diversifiées produisent en France presque autant de lait que les unités spécialisées. Elles représentent, notamment dans les zones de polyculture du nord de la France, un modèle de production économiquement performant autant en productivité (globale) qu'en rémunération du travail.

La productivité du travail

La mesure de la productivité du travail est envisagée au travers des quatre indicateurs suivants : le volume annuel de production laitière par unité de travail agricole (kg de lait par UTA et par an) ; la valeur annuelle de la production agricole (y compris les aides directes, mais nette des achats d'animaux) par UTA (en euros) ; la valeur ajoutée brute par UTA ; la marge brute standard² par UTA (en UDE). Ces indicateurs sont complémentaires, en ce sens que le numérateur exprime soit un volume, une valeur ou une estimation (forfaitaire/statistique) de la valeur.

Sur l'ensemble des exploitations laitières spécialisées de l'UE à 15, ces indicateurs s'élèvent à 179 500 kg de lait par UTA, 81 200 euros de production agricole (y compris les aides directes) par UTA, 25 600 euros de valeur ajoutée brute par UTA et 40 UDE de marge brute standard par UTA. Quel que soit l'indicateur privilégié, des écarts substantiels apparaissent entre zones (tableau 1).

Les exploitations françaises spécialisées des zones de plaine ont une productivité du travail (en volume et en valeur) près de deux fois plus faible que celle des unités danoises et néerlandaises (y compris avec l'indicateur de MBS par UTA dont les résultats sont proches). Par rapport aux exploitations anglaises (ouest), dont la production par exploitation est pourtant la plus forte d'Europe, l'écart est moindre sur l'indicateur de productivité en

Graphique 1 - Produits par tonne de lait (2003, en euros/t) dans les exploitations laitières spécialisées

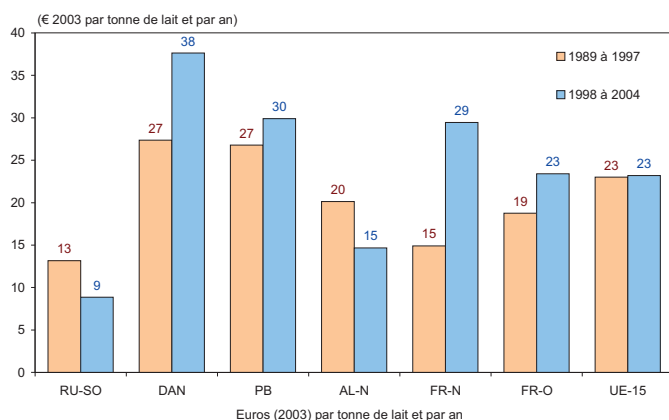
Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

valeur en raison de la faible valorisation du lait dans ce pays (cf. graphique 1 : prix du lait = produit lait par t de lait). C'est cette même raison qui explique que la productivité du travail en valeur dans les exploitations d'Allemagne du nord se rapproche des niveaux atteints dans la France du nord (l'écart est de 33 % en volume et de 5 % en valeur). Outre le prix du lait (au demeurant plus faible en France qu'au Danemark et aux Pays-Bas), les exploitations françaises sont favorisées par l'importance des co-produits associés au lait. En raison du prix des veaux et surtout des vaches de réforme, mais aussi d'une moindre productivité laitière des vaches (plus de vaches à volume de lait identique), le co-produit viande bovine s'élève à 64 euros par tonne de lait en France-ouest contre 30 euros/t aux Pays-Bas, au Danemark et en Angleterre. De même, le montant des aides directes par tonne de lait est supérieur en France, en raison notamment de la place importante du maïs ensilage dans les systèmes fourragers (graphique 1).

Le plus faible niveau de productivité du travail dans les exploitations françaises, y compris dans celles de grande taille, tient d'abord aux choix internes de politique agricole. En effet, la gestion administrée des quotas laitiers conduit, dans tous les départements, à ce que les grandes unités

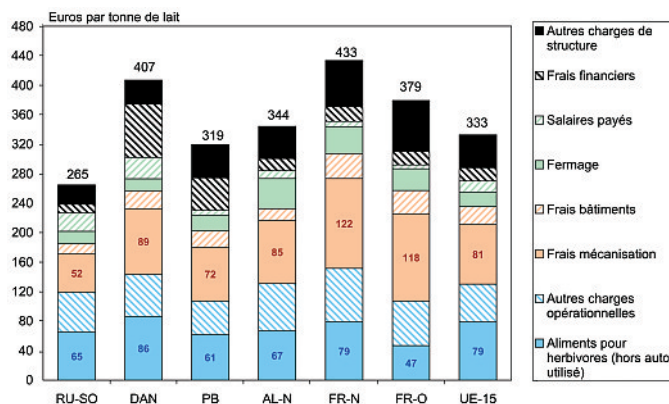
² La MBS correspond à une estimation de la valeur ajoutée potentielle des exploitations et est déterminée en appliquant des coefficients, variables selon les régions, aux unités physiques de production (superficie et cheptel). La MBS se mesure en Unité de Dimension Economique (1 UDE = 1 200 euros).

**Graphique 2 - Investissements en bâtiments
(en euros/t de lait)
dans les exploitations laitières spécialisées (1989 à 2004)**



Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

**Graphique 3 - Charges par tonne de lait
dans les exploitations laitières spécialisées en 2003
(euros/tonne)**



Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

obtiennent plus difficilement des volumes supplémentaires de lait (les redistributions de quota se font en priorité au bénéfice des unités de petite et de moyenne taille). Cette situation ne se retrouve pas dans les pays où les achats de quota sont libres et déconnectés du foncier. Les écarts de productivité du travail s'expliquent ensuite par l'effet imbriqué de plusieurs facteurs :

- la main-d'œuvre utilisée dans les unités françaises est essentiellement d'origine familiale et la proportion de GAEC est importante. Ce mode d'organisation du travail ne se retrouve pas dans les autres Etats membres, où la part de la main d'œuvre salariée augmente avec la taille. Le recours au salariat permet aux exploitants d'ajuster plus facilement la quantité de main d'œuvre employée aux besoins réels ;
- le recours à la sous-traitance semble être plus fréquent dans les pays concurrents du nord. Il est intégré à la stratégie de nombreuses exploitations danoises (où la croissance de certaines exploitations est très rapide), néerlandaises (forte spécialisation des tâches autour de la traite) ou anglaises (où il est un moyen de différer des investissements).

La forte productivité du travail dans les exploitations danoises et néerlandaises s'explique par une substitution progressive de capital au travail (graphique 2). En moyenne communautaire sur les quinze dernières années (1989-2004), les exploitations de ces deux pays investissent en bâtiments et en équipements pour la traite plus que la moyenne communautaire et que l'ouest de la France. Au cours des cinq dernières années (1999-2004), le montant des investissements par tonne de lait (en euros constants 2003) s'est accéléré dans la plupart des bassins, à l'exception de l'ouest de l'Angleterre où ceux-ci demeurent particulièrement faibles.

Le coût de production du lait

Une estimation du coût de production du lait est réalisée en rapportant l'ensemble des charges à la tonne de lait produite (données de 2003). Le montant des charges s'élève, en moyenne communautaire, à 333 euros par tonne de lait, soit un montant supérieur à la valeur de vente de la tonne de lait (315 euros par tonne). Cela ne signifie pas pour autant que le revenu des exploitations soit négatif dans la mesure où il convient d'ajouter au produit « lait », les co-produits (veaux, vaches de réforme, céréales, etc.) et les aides directes (graphique 3).

En France, le montant des charges s'élève, en moyenne, à 379 euros/t dans l'ouest. Les exploitations françaises bénéficient d'un coût alimentaire (achat d'aliments concentrés et grossiers) parmi les plus faibles de l'UE en raison de l'ampleur des surfaces disponibles et des bons rendements fourragers. Elles sont, en revanche, pénalisées par des charges élevées de mécanisation (travaux par tiers, entretien du matériel, carburants, amortissements du matériel), qui représentent 118 euros/t de lait dans l'ouest et 122 euros/t dans le nord. Le montant des investissements en matériel (traction, travail du sol, récolte, distribution de fourrages) représente, en moyenne annuelle sur cinq années (1999 à 2004), 50 euros/t dans les

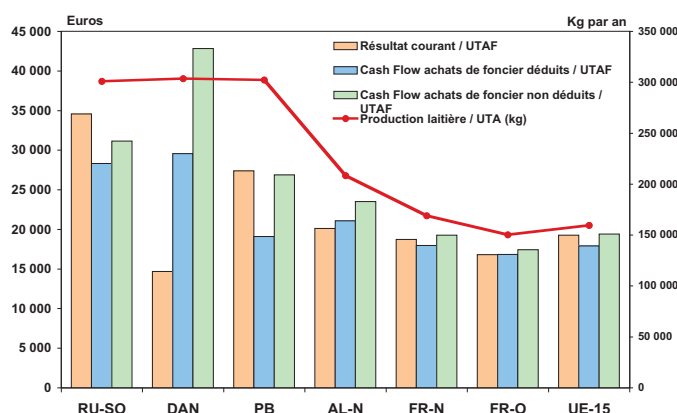
deux bassins français contre 38 euros/t en moyenne communautaire. Le plus faible coût de production du lait est obtenu par les exploitations anglaises (265 euros/t). Ces dernières investissent peu et sont amenées à minimiser leurs charges dans un contexte où le prix du lait est particulièrement faible (il était, en 2003, inférieur de 53 euros par tonne à celui des deux bassins français). Au Danemark, le coût de production du lait (407 euros/t) s'explique surtout par un montant élevé des frais financiers, eux mêmes liés aux investissements importants réalisés (graphique 2). Aux Pays-Bas, le coût de production est bien placé dans la hiérarchie communautaire (319 euros/t), ce d'autant qu'il intervient dans un contexte favorable de prix. En Allemagne du nord, le coût de production (344 euros/t) est également compétitif, mais avec un prix du lait moins avantageux.

Le lien entre productivité du travail et revenu

L'analyse de la situation économique des exploitations est réalisée sur la base d'un échantillon semi-constant du RICA 1999-2003, ce qui permet de limiter les éventuels effets conjoncturels. Parallèlement à l'indicateur de productivité du travail (en volume), trois indicateurs économiques ont été sélectionnés (graphique 4).

Le RCAL par UTA familiale. Cet indicateur, souvent utilisé en France, se révèle parfois fragile dans les analyses comparatives entre pays (notamment dans le cas du Danemark), et ce pour au moins trois raisons : la durée d'amortissement d'un même bien varie d'un pays à l'autre ; les conditions de financement des exploitations ne sont pas homogènes (taux d'intérêt, modalités de remboursement du capital, durée des emprunts) ; les politiques fiscales ne sont pas harmonisées entre les Etats membres.

**Graphique 4 - RCAL et Cash Flow par UTA familiale
dans les exploitations laitières spécialisées
(euros, 1999-2003)**



Source : RICA UE 2003, Commission européenne DG AGRI-A3

Le cash flow par UTA familiale. Cet indicateur est utile lorsque des ressources financières extérieures importantes complètent les ressources dégagées par l'activité productive et que les investissements sont calibrés non pas pour pouvoir être supportés par le niveau de production actuel, mais pour générer ultérieurement des volumes de production bien plus importants. Il permet d'aboutir à une évaluation complète de l'ensemble des ressources monétaires mobilisables en tenant compte de la balance des opérations sur dettes et de la balance des opérations sur capital.

Le cash flow (achats de foncier non déduits) par UTA familiale. La valeur des achats de foncier est ici ajoutée car elle correspond à une épargne patrimoniale et représente un revenu différé qui sera valorisé en fin de carrière lorsque l'exploitation sera vendue.

Les écarts de productivité entre pays sont donc plus importants que les écarts de résultats économiques. Au Danemark, et du fait de la dynamique des investissements, le RCAI est en net retrait par rapport au cash flow (achats de foncier non déduits). Au Royaume-Uni, les bons résultats tiennent à l'existence conjointe d'une haute productivité du travail et d'investissements limités. En France, les niveaux de rémunération du travail sont inférieurs mais dans des proportions moindres que pour la productivité du travail.

Forces et faiblesses des bassins

En France, sous l'influence notamment de la réglementation liée aux quotas laitiers, les structures et les revenus sont plus homogènes que dans les autres bassins/pays étudiés. Cela tient en particulier au fait que la croissance des exploitations, sous forme de GAEC, se traduit par des gains de productivité du travail plus faibles qu'ailleurs. Dans les deux bassins français, le mode de production est souvent assez riche en emplois et économe en charges variables. En outre, le coût de certains facteurs de production (foncier, quotas) est bien moins élevé, ce qui tend à contenir le coût des agrandissements et le capital immobilisé. Le poids des charges fixes est quant à lui élevé, mais il traduit un niveau d'investissement conséquent, une confiance dans l'avenir de la production qui passe par la poursuite de la modernisation des bâtiments-équipements. Il correspond aussi à une avance dans les mises aux normes environnementales par rapport à d'autres bassins (Allemagne et Angleterre). Ramenés au litrage produit, les frais de mécanisation sont élevés alors que par exploitation ils sont comparables à ceux d'autres bassins. Ce choix, en faveur des conditions de travail, pèse sur les revenus car il est allé au-delà de ce qu'autorisaient les gains limités en productivité du travail dans la période récente. C'est probablement une source d'adaptation pour la période à venir. Le niveau de valorisation des produits (prix du lait, coproduit viande, ...) est aussi un atout pour les exploitations françaises. La rémunération du travail y est certes inférieure à celle des autres bassins, mais ce n'est pas spécifique aux producteurs de lait. C'est également le cas des salariés de l'industrie et des services.

Au Danemark, des marges de progrès importantes semblent exister en matière de coûts de production. Les lourds investissements réalisés récemment en bâtiments et en équipements l'ont été pour une nouvelle phase de dix à vingt ans. Lorsque le capital des emprunts mobilisés pour ces investissements devra être en partie remboursé, une production supérieure au niveau actuel sera possible avec les investissements réalisés, ce qui rend par ailleurs nécessaire la poursuite de la restructuration. Les investissements ont été prévus pour une production supérieure aux volumes actuels. De même que les plans de financement et de remboursement. D'où les projections prévoyant régulièrement une réduction du nombre d'exploitations laitières dans ce pays (d'environ 5 900 en 2005 à 3 000 en 2015).

Aux Pays-Bas, l'optimisation des systèmes de production (en termes de consommation d'intrants, de mécanisation et de sous-traitance) est déjà grande et permet d'obtenir, en moyenne, une excellente efficacité économique. Combinée avec un prix du lait parmi les plus élevés de l'UE, celle-ci permet de dégager de bons résultats économiques. Ces derniers ne sont sans doute pas étrangers au coût d'achat élevé des quotas laitiers (2 euros par kg). Dans un tel contexte de prix et d'efficacité, la croissance en volume des exploitations apparaît comme l'une des solutions, à court terme, pour améliorer le revenu par emploi.

L'Angleterre et l'Allemagne du nord présentent, quant à elles, deux caractéristiques communes : un niveau de prix à la tonne de lait nettement inférieur à la moyenne communautaire ; un niveau d'investissement par tonne de lait produit qui l'est également (surtout en bâtiments-équipements). Cependant, si cette situation conduit au déclin tendanciel de la production laitière en Angleterre, ce n'est pas le cas de l'Allemagne du nord où des développements individuels importants en production laitière semblent possibles.

Non seulement les modèles de production ne sont pas identiques entre bassins/pays du nord de l'UE, mais les trajectoires empruntées ne sont pas semblables : le « modèle français » peut être qualifié de type territorial et social ; le « modèle danois » favorise systématiquement la croissance en volume et les gains de productivité ; le « modèle néerlandais » privilégie l'efficacité économique et le développement d'entreprises familiales robustes et patrimoniales ; le « modèle allemand » est partagé entre les unités du nord (assez grandes et compétitives) et les unités de Bavière (plus petites) ; le « modèle anglais » peut quant à lui être qualifié d'économe (faibles coûts de production) et d'obsoleète (nombre limité d'installation, faible renouvellement des éleveurs, investissements modérés). Cette diversité des modèles de production pèsera sur le contenu des débats qui s'engagent au sein des instances communautaires quant à l'opportunité de supprimer ou non le régime des quotas laitiers.

Vincent Chatellier, UR1134 LERECO – INRA Nantes

vchatel@nantes.inra.fr

Christophe Perrot, Institut de l'Élevage

christophe.perrot@inst-elevage.asso.fr

Pour en savoir plus

Institut de l'Élevage (2007). Productivité et rémunération du travail dans les exploitations laitières du nord de l'UE. Le dossier *Economie de l'Élevage*, n° 364, 64 p., http://www.inst-elevage.asso.fr/html1/IMG/pdf_D364-v.pdf

Références

Chatellier V., Pflimlin A. (2007). Les systèmes laitiers des régions européennes de l'Espace Atlantique. *Colloque du projet européen Green Dairy*, 8 février, Nantes, 23 p., <http://www.nantes.inra.fr/content/download/4061/56613/file/VC-07-GD.pdf>

Chatellier V., Jacquerie V. (2004). La diversité des exploitations laitières européennes et les effets différenciés de la réforme de la PAC. *INRA Productions Animales*, 17 (4), pp. 315-333, <http://www.inra.fr/productions-animales/an2004/tap2004/vc244.pdf>